

COMMUNAUTE de COMMUNES COMMERCEY VO
CONSEIL COMMUNAUTAIRE du 20 juin 2024

Envoyé en préfecture le 27/06/2024
Reçu en préfecture le 27/06/2024
Publié le 27/06/2024
ID : 055-200066157-20240620-70_2024-DE

Objet : Régime des dérogations scolaires

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt juin, à vingt heures, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercey Void Vaucouleurs, convoqués le quatorze juin deux mille vingt-quatre, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Vaucouleurs

Etaient présents : **Boncourt-sur-Meuse** : GUEPET Yann *suppléant de LARDÉ Philippe* ; **Bovée-sur-Barboure** : LEROUX Dominique ; **Boviolles** : LIGIER Jean-Pierre ; **Brixey-aux-Chanoines** : TRAMBLOY Jean-Marie ; **Burey-en-Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Burey-La-Côte** : LANGARD Jean-Michel ; **Chalaines** : KERCRET Brigitte ; **Chonville-Malaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercey** : BARREY Patrick, CAHU Gérard, GENARD Angélique, KIEFER Sandrine, LEMOINE Olivier, REYRE Benoit, THIRIOT Elise ; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Euville** : FERIOLI Alain, HERY Joël, SOLTANI Denis ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Laneuville-au-Rupt** : FURLAN Jacques ; **Lérrouville** : HUMBERT Jean-Claude, PORTEU Brigitte, VIZOT Alain ; **Marson-sur-Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Mélny-le-Grand** : WAGNER Dominique ; **Naives-En-Blois** : VAUTHIER Daniel ; **Nançois-Le-Grand** : ORBION Mathieu *suppléant de SCHMITT Robert* ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : TIRLICIEN Alain ; **Ourches-sur-Meuse** : GUILLAUME Jean-Louis ; **Pagny-la-Blanche-Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pagny-sur-Meuse** : MAGNETTE Jean-Marc ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Saint-Germain-sur-Meuse** : POTIER Rémi ; **Saulvaux** : ETIENNE Gilles ; **Sauvigny** : HENRY Jean Luc ; **Sepvigny** : MARCHAND Éric ; **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Ugny-sur-Meuse** : FIGEL Régis ; **Vaucouleurs** : DINE Régis, GEOFFROY Alain, GUERILLOT Virginie, HOCQUART Clotilde ; **Void-Vacon** : GAUCHER Alain, JOUANNEAU Olivier, ROCHON Sylvie ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

Absents : **Boncourt-sur-Meuse** : LARDÉ Philippe ; **Broussey en Blois** : BELMONT Stéphanie ; **Champougny** : VINCENT Éric ; **Commercey** : CARE Florent ; DELAMARCHE Carole, GENIN Jessica, GUCKERT Olivier, MARCHAND Martine, ROCHAT Philippe, SACCHIERO Laëticia, **Epiez-sur-Meuse** : ANTOINE Fabienne ; **Erneville-Aux-Bois** : FOURNIER Catherine ; **Euville** : GIRON Marcel ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : FILLION Jean-Charles ; **Maxey-sur-Vaise** : CARDOT Julien ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Mélny-le-Petit** : DUVAL Didier ; **Ménil-La-Horgne** : KAISER Claude ; **Montbras** : MAGRON Philippe ; **Montigny-les-Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Nançois-Le-Grand** : SCHMITT Robert ; **Pagny-sur-Meuse** : PAGLIARI Armand ; **Pont-sur-Meuse** : GRUYER Reynald ; **Rigny-la-Salle** : LOUIS Séverine ; **Rigny-Saint-Martin** : POIRSON Éliane ; **Saint-Aubin-sur-Aire** : BEAUSEIGNEUR Hugues ; **Sauvoy** : MASSON Sophie ; **Sorcy-Saint-Martin** : KOUDLANSKY Sophie, MARTIN Franck ; **Troussey** : GUILLAUME Alain ; **Vadonville** : AGULLO Anthony ; **Vaucouleurs** : DI RISIO Ghislaine ; **Vignot** : LECLERC Madeleine ; MILLOT Nicolas, SINAMA POUJOLLE David ; **Villeroy-sur-Méholle** : LAURENT Eddy ; **Void-Vacon** : THIRY Nathalie

Pouvoirs ont été donnés à :

VIZOT Alain de GRUYER Reynald ; GEOFFROY Alain de DI RISIO Ghislaine ; BARREY Patrick de CARE Florent ; THIRIOT Elise de MARCHAND Martine ; HERY Joël de SINAMA David ; SOLTANI Denis de GIRON Marcel ; FERIOLI Alain de MILLOT Nicolas ; WENTZ Dominique de BEAUSEIGNEUR Hugues ; BIZARD Michel de FOURNIER Catherine

Secrétaire de séance : ETIENNE Gilles

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 48

Nombre de pouvoirs : 9

Nombre de suffrages exprimés : 57

VOTES : Pour : 57 - Contre : 0 - Abstention : 0

Objet : Régime des dérogations scolaires**20/06/2024 Délibération n° 70-2024**

Le régime des dérogations scolaires prévoit notamment :

Compte tenu de l'existence de deux écoles à Lérrouville et de trois écoles à Commercy sectorisées en fonction de l'adresse des familles, il est possible de déroger à cette sectorisation lors de l'inscription à l'école élémentaire ou maternelle en prenant en compte l'adresse de l'assistante maternelle de l'enfant sur présentation du contrat de travail d'une assistante maternelle du secteur rattaché à l'école pour laquelle la dérogation est demandée

La Commission Enfance Jeunesse Education et la Bureau proposent d'ajouter (comme pour les autres cas) également la *possibilité de prendre en compte l'adresse d'un membre de la famille sur présentation de deux attestations sur l'honneur pour la garde par un membre de la famille :*

- *une attestation d'un représentant légal de l'enfant*
- *une attestation par la personne de la famille assurant la garde de l'enfant*

Après exposé du Président et après avoir délibéré,

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité, :

- **VALIDE** la proposition de modification proposée en modifiant le régime des dérogations scolaire comme suit :

Inscription dans une classe préélémentaire :

1. Pour une première inscription scolaire de l'enfant, gardé par une assistante maternelle agréée ou par un membre de la famille depuis au moins 12 mois avant la date de rentrée scolaire dans une commune rattachée à l'école pour laquelle la dérogation est demandée :

- sur présentation du contrat de travail de l'assistante maternelle
- sur présentation de deux attestations sur l'honneur pour la garde par un membre de la famille : *une attestation d'un représentant légal de l'enfant et l'autre par la personne de la famille ayant assuré la garde de l'enfant*

2. En cas de reprise d'activité professionnelle à la date de scolarisation de l'enfant ou au cours de sa scolarisation préélémentaire, en l'absence d'une possibilité d'accueil compatible avec le besoin de garde chez une assistante maternelle d'une commune rattachée à l'école du secteur d'habitation :

- sur attestation du Relais d'Assistants Maternels (RAM) du non aboutissement des recherches
- sur présentation du contrat de travail d'une assistante maternelle d'une commune rattachée à l'école pour laquelle la dérogation est demandée
- sur présentation de deux attestations sur l'honneur en cas de garde par un membre de la famille : *une attestation d'un représentant légal de l'enfant et l'autre par la personne de la famille qui assurera la garde de l'enfant*

Compte tenu que ces cas dérogatoires sont accordés pour permettre un mode de garde soit familial soit par une assistante maternelle des jeunes enfants, la CC ne pourra valider une inscription aux services périscolaires qu'à condition du maintien d'une garde familiale ou par une assistante maternelle qui a justifié l'obtention de la dérogation (cumul des deux).

La dérogation de sectorisation scolaire relevant de ces deux cas n'est accordée que pour la durée du cycle préélémentaire.

Inscription dans une classe élémentaire :

3. Garde par une assistante maternelle agréée ou par un membre de la famille dans une commune rattachée à l'école pour laquelle la dérogation est demandée lorsque les deux parents ou le parent isolé travaille(nt) avec des horaires atypiques qui ne permettent pas d'accéder au service périscolaire **ET** en l'absence d'une possibilité d'accueil compatible avec le besoin de garde chez une assistante maternelle d'une commune rattachée à l'école du secteur d'habitation :

- sur attestation des contraintes horaires par le ou les employeurs
- sur attestation du Relais d'Assistants Maternels (RAM) du non secteur scolaire d'habitation
- sur présentation du contrat de travail d'une assistante maternelle d'une commune rattachée à l'école pour laquelle la dérogation est demandée
- sur présentation de deux attestations sur l'honneur en cas de garde par un membre de la famille : *une attestation d'un représentant légal de l'enfant et l'autre par la personne de la famille qui assurera la garde de l'enfant*

Dérogation de sectorisation entre les différentes écoles situées respectivement sur les territoires des communes de Commercy et de Lérrouville

4. Compte tenu de l'existence de deux écoles à Lérrouville et de trois écoles à Commercy sectorisées en fonction de l'adresse des familles, il est possible de déroger à cette sectorisation lors de l'inscription à l'école élémentaire ou maternelle en prenant en compte

l'adresse de l'assistante maternelle de l'enfant sur présentation du contrat de travail d'une assistante maternelle du secteur rattaché à l'école pour laquelle la dérogation est demandée

ou l'adresse d'un membre de la famille sur présentation de deux attestations sur l'honneur pour la garde par un membre de la famille :

- une attestation d'un représentant légal de l'enfant
- une attestation par la personne de la famille assurant la garde de l'enfant

Pour les écoles de Commercy : inscription d'un frère ou d'une sœur dans l'établissement pour lequel la dérogation est demandée (écoles des Capucins et Jean Rostand considérées comme un seul établissement)

Pour une inscription dans une école de notre territoire :

- en cas de garde alternée

Inscription doit rapprocher du domicile de l'un des parents

Justificatif : attestation sur l'honneur, jugement, demande conjointe

- en cas de déménagement en cours d'année

Justificatifs : promesse de vente, permis de construire, bail...

Pour une inscription dans une école de notre territoire ou dans une école extérieure à notre territoire

- en cas d'orientation par IEN pour raison pédagogique (ULIS spécialisé par exemple)

Cas particulier – Enfants de Sauvoy scolarisés en maternelle à Void Vacon

Si une dérogation a été accordée avant la rentrée de septembre 2020 pour une inscription à l'école maternelle de Void-Vacon, la dérogation sera accordée lors du changement de cycle (entrée en CP) pour une inscription à l'école primaire de Void Vacon.

- **AUTORISE** le Président à signer tout document relatif à ce dossier.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.

Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.

Le Président

Francis LECLERC



Date de convocation : 14/06/2024

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.